

8 LA QUESTION

Territoires ruraux

# COMMENT faciliter L'ACCÈS AUX SOINS ?

MEDECIN

2 LE PORTRAIT

**Isabelle Baudalet**  
La plus petite librairie  
du monde

20 L'INTERVIEW

**Sanitaire et social**  
28 millions d'euros  
pour répondre à la crise

24 MIEUX-VIVRE

**Préserver les corps**  
L'ergonomie au service  
des paysans boulangers

# LE PORTRAIT **Portrait**



“ Je veux susciter l’émerveillement.  
J’invite le public à ouvrir les livres,  
à voyager à travers eux. ”

Isabelle Baudalet

# LA PLUS PETITE LIBRAIRIE DU MONDE

Pittoresque et inspirante. Au cœur du Pays des Sept Vallées, dans le Pas-de-Calais, Isabelle Baudalet a ouvert le 4 avril l'une des librairies les plus singulières de l'Hexagone. Petite par la taille, mais grande par l'esprit.

Il y avait les livres de poche, il y a maintenant la librairie du même format. Deuxième plus petite commune du département en superficie, 90 hectares, Hesdin était prédestinée à accueillir la plus petite librairie du monde. Comme son enseigne l'indique, la boutique regroupe dans une poignée de mètres carrés des livres sélectionnés sur le volet par Isabelle Baudalet. L'endroit peut paraître sommaire, mais il cache en réalité un projet associatif et culturel qui va bien au-delà du commerce de proximité.

## À contre-courant

Deux tables remplies de livres. Deux pans de mur aux étagères pleines également. Des sièges pour s'installer et bouquiner. Voilà tout. La librairie dans son plus simple appareil, telle que l'a rêvée Isabelle Baudalet. « *Je veux susciter l'émerveillement. J'invite le public à ouvrir les livres, à voyager à travers eux. J'aspire à ce qu'ils retrouvent leur rôle primaire et précieux dans un contexte de surconsommation des écrans.* » Des mots forts à l'image de l'esprit des lieux, des ouvrages qui s'y trouvent et de cette libraire, littéralement passionnée. D'abord professeuse d'histoire, elle devient éditrice indépendante avant d'ouvrir sur les bords de la Canche, petit fleuve



Hesdin, deuxième plus petite commune du Pas-de-Calais, était prédestinée à accueillir "La plus petite librairie du monde".

qui coule dans la commune, ce nouveau chapitre à 54 ans. « *Cette librairie est l'aboutissement d'un parcours de vie consacré aux livres. Je connais chacun de ceux que je propose à la vente, ainsi que leurs auteurs, d'où l'idée d'une toute petite librairie avec des découvertes et des pépites. Ma démarche est modeste mais elle me tient à cœur.* » Ici, pas de livres électroniques donc, ni de best-sellers ou de sorties littéraires. À la place, une centaine de titres sur la poésie, l'art textile, les paysages et les régions, mais aussi de la littérature jeunesse, des BD ou des livres d'occasion.

## Bouillon de culture

La plus petite librairie du monde a pris place dans le salon de la maison natale de l'abbé Prévost, père de *Manon Lescaut*, roman publié en 1731. La bâtisse au passé littéraire était toute trouvée pour héberger le projet d'Isabelle Baudalet, motivé par la fermeture simultanée de la maison de la presse et d'un salon de thé à Hesdin, en octobre 2023. « *Avec Pauline et Franck Groux, les propriétaires de l'édifice, nous voulons faire vivre ce morceau de patrimoine local. Le public peut venir librement visiter la demeure et profiter d'un espace chaleureux consacré aux livres.* » Originaire de la Côte d'Opale, la Nordiste organise ainsi régulièrement des animations pour attirer par-delà son territoire : cafés tricot-lecture, ateliers d'écriture, infusions poétiques, instants découvertes littéraires... De quoi vivre mille vies dans un si petit volume.

Simon Playoult

## DATES-CLÉS

- 2021** Isabelle Baudalet lance La Fabrique poétique, sa maison d'édition.
- Avril 2024** Elle ouvre La plus petite librairie du monde
- 2025** La librairie va organiser un événement autour du livre dans sa commune.

**En une :**

Le Dr. Bernard Pino veille sur les 300 habitants de l'île de Sein (lire en page 14).

**2 LE PORTRAIT****Isabelle Baudalet**

La plus petite librairie du monde

**7 L'ESSENTIEL**

**L'actu** des régions et de l'institution

**8 LA QUESTION****Territoires ruraux**

Comment faciliter l'accès aux soins ?

**18 L'INTERVIEW****Crises agricoles et développement des territoires**

Intensifier l'accompagnement social

**20 TERRITOIRES****› Conditions de travail**

Avoir la pêche sans se casser le dos

**› Vivre ensemble**

Réinsertion agricole et inclusive

**› Tristan Chrétien**

Le sens du collectif

**24 MIEUX-VIVRE****› Préserver les corps**

L'ergonomie au service des paysans boulangers

**› Théâtre à la ferme**

La culture au rendez-vous de l'agriculture

**28 LA BONNE NOUVELLE****Logement**

Les étudiants se mettent au (Campus) vert

## ÉDITORIAL

# La MSA **ENGAGÉE** pour l'accès aux soins en milieu rural

**L**es territoires ruraux font face à des défis uniques en matière de santé publique. Il est de notre devoir d'y répondre avec des solutions adaptées et innovantes afin de garantir à chacun l'accès aux soins dont il a besoin. *Le Bimsa* consacre son dossier de rentrée à cette thématique essentielle pour l'avenir de nos territoires. La désertification médicale est une réalité. Le vieillissement de la population, la difficulté à attirer de nouveaux professionnels de santé et l'insuffisance des infrastructures médicales aggravent cette situation. À la MSA, nous sommes conscients de ces problèmes et nous nous engageons à jouer un rôle actif pour y remédier. L'équité territoriale est au cœur de notre mission. Chaque citoyen doit avoir accès à des soins de qualité. Pour cela, nous plaçons en compte les spécificités et la diversité des territoires ruraux. Ce cap clair, conforté par notre plan stratégique MSA 2030, a été adopté au début de l'été [lire *Le Bimsa* de juillet-août].

En tant qu'acteur majeur de la protection sociale sur ces territoires, nous avons mis en place plusieurs initiatives pour améliorer l'accès aux soins. Dès 2005, nous avons commencé à accompagner des professionnels de santé dans la structuration de Maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP). La MSA a soutenu la création de près d'une centaine d'entre elles, avec un accompagnement adapté aux besoins locaux.

Depuis 2019, nous soutenons environ 200 projets des Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) et menons des expérimentations pour accompagner les hôpitaux de proximité et les CPTS, favorisant ainsi les coopérations ville-hôpital. Nos équipes sensibilisent également les futurs professionnels de santé à l'exercice coordonné en milieu rural via le programme Educ'Tour. Celui-ci inclut des séminaires interprofessionnels et des visites de structures d'exercice coordonné, avec des retours encourageants.

Gilles Noël, vice-président de l'association des maires ruraux de France, en charge des questions de santé, l'a bien compris [lire en page 8] ; notre réponse ne peut être que collective : maires, services de l'État, conseils départementaux, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), organismes de protection sociale, professionnels de santé et parlementaires. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions bâtir des stratégies communes pour continuer de donner les mêmes chances à tous, où qu'ils vivent.

**Anne-Laure Torrésin,**  
directrice générale de la CCMSA.



## Le Bimsa n°242 | Septembre 2024

Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole – 19, rue de Paris – CS 50070 – 93013 Bobigny Cedex – Tél. : 01 41 63 77 77 – www.msa.fr – Le Bimsa : dépôt légal à parution – CPPAP : 1026M 05851 – ISSN : 1298-9401 – Directeur de la publication : Anne-Laure Torrésin – Comité d'orientation : Jean-François Fruttero ; Philippe Moinard ; Annie Aublanc ; Didier Cuniac ; Sabine Delbosco-Naudan ; Thierry Girard ; Régis Jacobé ; Bernard Simon – Rédacteur en chef : Alexandre Roger – Rédacteurs : Frédéric Fromentin ; Coline Lucas ; Marie Molinaro ; Simon Playoult ; Fatima Souab – Maquettiste : Delphine Levasseur – Conception : Christine Brianchon – Administration et abonnements : tél. : 01 41 63 73 31 – Abonnement 1 an : 11,60 € – Imprimeur : Riccobono Imprimeurs – Papier issu de forêts gérées durablement. Imprimé en France ■■■, sans sécheur, sans eau et sans chimie sur du papier recyclé et labellisé – www.riccobono-imprimeurs.com – Couverture : © DR – Éditorial : © Sylvain Cambon/CCMSA Image



La reproduction d'articles du Bimsa est subordonnée à une autorisation préalable.





BRETAGNE

## Prévention solaire : une campagne olympique !

En Bretagne, le taux de cancer de la peau est trois fois supérieur à la moyenne nationale, avec près de 1 000 nouveaux cas de mélanomes diagnostiqués chaque année<sup>(1)</sup>. Face à ce constat, les MSA d'Armorique, Portes de Bretagne et l'Assurance Maladie de la région ont conçu une campagne pour sensibiliser aux risques solaires. « Alerte Breizh ! » a fait des étincelles tout l'été au-delà des plages du Morbihan ou du Finistère.

À travers des visuels humoristiques, cinq conseils sont proposés : utiliser de la crème solaire (indice 30 minimum), porter un chapeau ou une casquette, rester à l'ombre entre 12 et 16 heures, mettre des lunettes de soleil et opter pour des vêtements couvrants. Yann Le Goff, originaire de Fouesnant, dans le Finistère, l'un des quatre relayeurs français du 4 x 200 mètres nage libre aux JO de Paris, a mouillé le maillot au sens propre et au figuré pour la bonne cause, tout comme le navigateur



Yann Le Goff, l'un des quatre relayeurs français engagés dans le 4 x 200 mètres nage libre aux JO de Paris, n'enfile pas son chapeau breton pour nager lors des compétitions. Ouf !

Marc Thiercelin, tous deux parrains de l'opération. « *Comme en Bretagne, il fait parfois plus frais, explique-t-il, on ne se méfie pas assez.* »

(1) Source : Santé publique France.



PICARDIE

## Mobilisés pour le port de la ceinture

Il y a quelques semaines, la MSA de Picardie est allée à la rencontre d'exploitants et de salariés agricoles issus des diverses filières des trois départements afin de les faire participer à un projet de clip musical. Objectif : promouvoir le port de la ceinture de sécurité dans les engins agricoles.

Parmi les volontaires, une cinquantaine de personnes, dont des céréaliers, des viticulteurs, des éleveurs, des paysagistes, des maraîchers, des salariés de coopératives, etc., soit autant de profils concernés par le sujet.

L'idée est de sortir des messages institutionnels pour toucher un public plus large, y compris les jeunes. La vidéo a été valorisée durant tout l'été dans les différents canaux de communication de la MSA de Picardie, en plus de la campagne de communication nationale.



Découvrez le clip vidéo :  
[youtube.com/msadepicardie1228](https://youtube.com/msadepicardie1228)



FRANCE

## Congé paternité : des conditions assouplies

Depuis 2021, le congé de paternité et d'accueil de l'enfant des exploitants est passé de 11 à 25 jours pour des naissances simples et à 32 jours pour des naissances multiples. Il est possible de le fractionner dans les six mois suivant la naissance. Ce congé comprend une période de sept jours consécutifs, dite période obligatoire. Jusqu'à aujourd'hui, les exploitants devaient poser ces jours immédiatement après la naissance de l'enfant. Depuis le mois d'avril, un

décret en assouplit les conditions. Une demande portée par la MSA.

Désormais, ces sept jours obligatoires des non-salariés agricoles (exploitants, conjoints, etc.) peuvent démarrer à partir de n'importe lequel des quinze jours suivant soit la naissance de l'enfant, soit la date initialement prévue de la naissance. Il n'a plus besoin d'être intégralement contenu dans les quinze premiers jours suivant la naissance.

Plus d'informations : [msa.fr/lfp/sante/conge-paternite](https://msa.fr/lfp/sante/conge-paternite).

### Le chiffre

# 30 %

des ruraux n'ont pas consulté de médecin en 2023, contre 15 % dans les grands centres urbains.

(Source Drees, juillet 2024)



GERS

## Inauguration d'un espace handisport



L'inauguration a débuté par un discours de Sylvie Theye, maire, soulignant l'importance pour la communauté de ce projet soutenu par la MSA Midi-Pyrénées Sud.

Pendant l'été, Ladevèze-Ville, petite commune du Gers, a marqué son histoire avec l'inauguration d'un espace de jeux handisport. Ce projet novateur est un tournant pour l'inclusion et le bien-être des habitants de la commune en situation de handicap.

Situé au cœur du parc communal, cet espace de jeux est le fruit d'un effort collectif pour rendre le sport accessible à tous. Soutenu par le dispositif Grandir en milieu rural de la MSA, ce projet vise à améliorer le bien-être des enfants et des jeunes en milieu rural, en soutenant des initiatives locales répondant à leurs besoins. Grâce à un financement substantiel et un accompagnement technique, l'espace de jeux handisport de Ladevèze-Ville a pu voir le jour, répondant à une demande croissante des familles et

des associations locales. L'espace de jeux se distingue par des installations modernes et adaptées, avec divers équipements sportifs et un espace de pique-nique accessibles en fauteuil roulant.

Lors de l'inauguration, Sylvie Theye, maire, a souligné l'importance de ce projet pour la communauté : « Cet espace est bien plus qu'un simple lieu de divertissement ; il symbolise notre engagement envers l'inclusion et le respect de chacun ».

René Dauriac, président de l'échelon local de la MSA Midi-Pyrénées Sud, a exprimé sa satisfaction et rappelé l'importance du dispositif Grandir en milieu rural pour soutenir des initiatives locales améliorant la qualité de vie.

**Plus d'infos :** [mps.msa.fr/lfp/web/msa-midi-pyrenees-sud/grandir-en-milieu-rural](https://mps.msa.fr/lfp/web/msa-midi-pyrenees-sud/grandir-en-milieu-rural)



YONNE

## Du répit pour les aidants



Les personnes aidantes ont profité de ces moments de détente pour apprendre des techniques de relaxation.

Les délégués de l'échelon local d'Auxerre (MSA Bourgogne) ont organisé, peu avant la trêve estivale, une demi-journée de lâcher-prise pour les familles des résidents de l'établissement pour enfants et adolescents polyhandicapés Les petits princes. Des ateliers d'automassage, animés par Marie Jozon, socio-esthéticienne, et Aurore Della-Siega, réflexologue plantaire, ont été organisés. Les personnes aidantes ont profité de ces moments de détente pour prendre soin d'elles et apprendre des techniques

de relaxation pour ne pas « stocker » la tension nerveuse et les émotions négatives. Les techniques de massage proposées sont faciles à reproduire chez soi et sans modération. Les moments de convivialité de la journée ont rapproché les participants. Ils ont échangé sur leurs problématiques liées au handicap mais aussi sur les difficultés rencontrées quotidiennement, que ce soit en termes d'organisation, de finances ou encore d'inclusion.

On estime aujourd'hui en France de 8 à 11 millions le nombre d'aidants familiaux qui accompagnent et protègent au quotidien un proche en perte d'autonomie, en situation de handicap ou malade.

### Le chiffre

# 681

demandes reçues par le fond d'indemnisation des victimes de pesticide en 2023, contre 650 en 2022.



FRANCE

## Rendez-vous de la retraite

L'Assurance retraite, l'Agirc-Arrco et la MSA annoncent une nouvelle édition des Rendez-vous de la retraite, du 7 au 12 octobre. L'opération vise à accompagner les Français dans la préparation à la retraite, avec 50 000 rendez-vous individuels proposés à distance ou dans l'un des 680 points d'accueil en métropole et dans les départements et régions d'outre-mer. La MSA proposera 5 000 entretiens destinés aux exploitants et salariés agricoles, disponibles à distance ou dans les points d'accueil de la MSA. L'événement sera également accessible en ligne via le site [rdv-retraite.fr](https://rdv-retraite.fr), avec des tchats, webinaires et informations pratiques pour anticiper son départ à la retraite.

Plus d'infos :  
[rdv-retraite.fr](https://rdv-retraite.fr)





FRANCE

## Commémorations en mémoire de Daniel Buffière et Sylvie Trémouille

Le 2 septembre 2004, un événement tragique a marqué la Dordogne et l'ensemble des salariés ayant une mission de service public à travers tout le pays. Ce jour-là, Daniel Buffière, 47 ans, responsable du service Contrôle de la MSA Dordogne, et Sylvie Trémouille, 40 ans, inspectrice du travail à la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt, ont perdu la vie dans l'exercice de leur mission à Saussignac. Leurs noms résonnent encore aujourd'hui, 20 ans après ce drame, comme un rappel poignant de leur engagement au service de l'intérêt public.

Les commémorations pour honorer leur mémoire ont été organisées, non seulement dans la caisse Dordogne, Lot et Garonne, où les collaborateurs ont été profondément marqués par ces disparitions comme dans l'ensemble du réseau MSA, mais aussi dans les ministères de tutelle dont dépendent la MSA et l'Inspection du travail. Ainsi, des cérémonies d'hommage, auxquelles la Caisse centrale de la MSA a participé, ont eu lieu, 20 ans jour pour jour

après le drame, au ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, ainsi qu'au ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, avec l'inauguration d'une salle et le dévoilement d'une plaque commémorative. Une minute de silence a été observée dans tous les services centraux et déconcentrés dépendant de ces deux ministères.

Les salariés de la caisse de MSA où travaillait Daniel Buffière se sont mobilisés pour marquer ce triste anniversaire. À Périgueux, un moment de recueillement s'est tenu à 15 heures sur le parvis du site de la MSA Dordogne, Lot et Garonne, devant la stèle érigée en leur mémoire. Tous les collaborateurs présents, ainsi que les administrateurs, se sont réunis pour rendre hommage à leurs collègues disparus. À Agen, les salariés de la MSA se sont également réunis dans la salle du conseil d'administration pour observer une minute de silence, tout comme les collaborateurs du réseau national de la MSA partout en France qui se sont soudés dans cet hommage collectif.

## AGENDA



Haute-Garonne

### Innov-Agri

→ du 4 au 5 septembre

Depuis plus de 30 ans, le groupe France agricole imagine un événement plein-champ dont l'objectif est de rapprocher les exploitants des fournisseurs de la filière dans des conditions réelles d'utilisation. Une rencontre organisée à Ondes où les agriculteurs, éleveurs, entrepreneurs... viennent se former, s'informer et découvrir de nouvelles techniques, de nouveaux process en situation.

» [Innovagri.com](http://Innovagri.com)

Doubs

### Les Terres de Jim

→ du 6 au 8 septembre

Grande fête agricole en plein air et événement incontournable de la rentrée, les Terres de Jim installent leur 10<sup>e</sup> édition entre Mamirolle et Le Gratteris, à 20 minutes de Besançon. Au programme : la finale nationale de labour, un marché de producteurs, des animaux, des animations pour petits et grands, etc.

» [Lesterresdejim.com](http://Lesterresdejim.com)

Maine-et-Loire

### Salon du Végétal

→ du 10 au 12 septembre

Le Salon du Végétal ouvrira ses portes du 10 au 12 septembre, au parc des expositions d'Angers. Un lieu privilégié d'échanges pour décrypter les tendances, mettre en relation l'offre et la demande du végétal, et proposer des solutions de distribution, commercialisation, aménagement, valorisation et prescription du végétal.

» [salonduvegetal.com](http://salonduvegetal.com)

Ille-et-Vilaine

### Space 2024

→ du 17 au 19 septembre

Le salon international de l'élevage est de retour au parc des expositions de Rennes. L'innovation, les jeunes et la question climatique seront au cœur de cette 38<sup>e</sup> édition qui attend près de 1 200 exposants et 90 000 visiteurs professionnels.

» [space.fr](http://space.fr)

GIRONDE

## Vérif'tech Agri : à télécharger avant les vendanges

Pour bien préparer les vendanges mais aussi toute l'année, la MSA Gironde propose Vérif'tech Agri, une application gratuite destinée aux agriculteurs et viticulteurs. Elle vise à faciliter les vérifications techniques des tracteurs et remorques. Conçue pour être simple et ludique, cette application permet de vérifier en toute autonomie la conformité des engins agricoles avec la réglementation en vigueur. Grâce à un processus étape par étape, les utilisateurs peuvent rapidement s'assurer du bon état de leur véhicule avant de prendre la route, réduisant ainsi les risques d'accidents.

L'application génère un rapport

récapitulatif et une fiche de travaux pour guider les réparations nécessaires. Elle permet également de conserver l'historique des vérifications, un atout précieux pour une gestion rigoureuse du parc d'engins.

Disponible sur *Apple Store* et *Play Store*, cet outil est déjà reconnu par la profession, ayant reçu une citation aux Trophées de l'innovation du salon Vinitech-Sifel.

Plus d'infos :  
[gironde.msa.fr/lfp/sst/risque-routier-vendange](http://gironde.msa.fr/lfp/sst/risque-routier-vendange)



Territoires ruraux

# COMMENT faciliter L'ACCÈS AUX SOINS ?

Face aux défis de la désertification médicale, la MSA développe de nombreuses initiatives concrètes, telles que le soutien à la création de Maisons de santé pluridisciplinaires et de Communautés professionnelles territoriales de santé. Des opérations comme Educ'Tour sont également mises en place pour inciter les futurs professionnels de la santé et du secteur social à s'installer en milieu rural. Ces actions, menées en partenariat avec les acteurs locaux, visent à garantir un accès aux soins de qualité pour tous, tout en renforçant la cohésion sociale et le bien-être des habitants des zones rurales et insulaires.





# « La situation reste tendue » EN RURALITÉ

L'accès aux soins est un cheval de bataille quotidien des communes les plus éloignées des villes.

Gilles Noël, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), en charge des questions de santé, témoigne de la conjoncture dans les campagnes et des solutions émergentes.

L'unique cabinet médical de son village a fermé ses portes il y a quelques mois. Bec et ongles, il s'est mis en quête d'un nouveau médecin pour ses administrés. Pari réussi pour Gilles Noël puisqu'une praticienne doit débarquer à Varzy, municipalité nivernaise de 1 255 âmes dont il est le premier édile, en septembre 2025. Spécialiste de la santé en milieu rural et défenseur des territoires reculés, le représentant des maires se livre sur le sujet.

## Quel est l'état de l'accès aux soins en zones rurales en cette rentrée 2024 ?

En tant que maires ruraux, nous sommes les réceptacles des doléances de nos concitoyens. Il ne se passe pas une semaine sans que l'on ne nous fasse part d'inquiétudes relatives à la pénurie de médecins, de dentistes ou d'ophtalmologistes dans nos campagnes. La situation reste tendue et la problématique est plus que jamais actuelle, voire préoccupante. De très nombreux bassins de vie sont concernés par ces inégalités territoriales. Beaucoup de municipalités ne peuvent compter que sur les infirmiers libéraux – je pense notamment aux opérations hivernales de vaccination qui approchent – ou les services d'urgence (sapeurs-pompiers).

## Comment peut-on contrer la désertification médicale selon vous ?

Pour agir, il faut connaître les particularités du terrain. À la suite du mouvement de contestation des gilets jaunes, où une France à deux

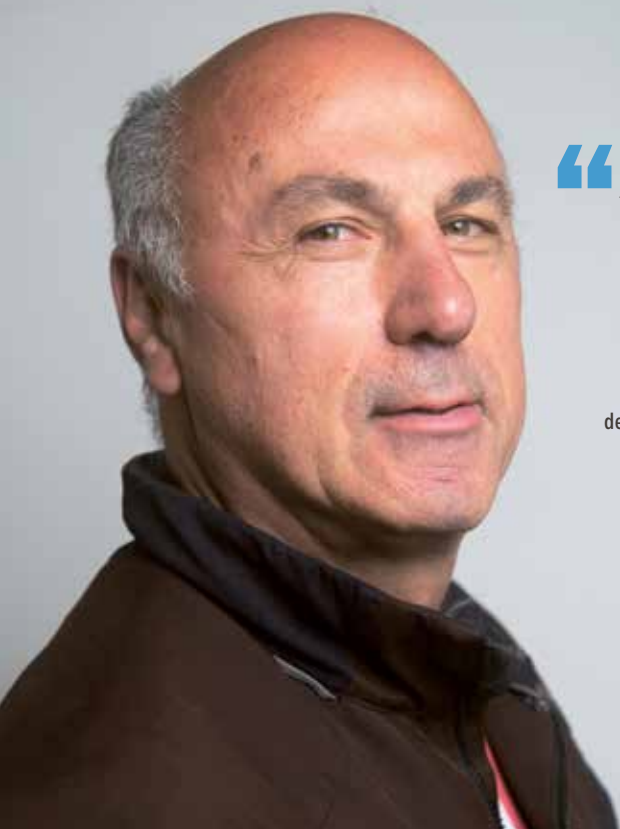
vitesse était pointée du doigt, notamment en matière de santé, l'AMRF a engagé une série d'études pour documenter, comprendre le phénomène et argumenter. Elles portent sur l'accès à l'hôpital et aux cliniques, la surmortalité ou la santé mentale. En nous constituant une base de données et en communiquant, nous voulons interpeller l'opinion et les pouvoirs publics sur ces constats parfois dramatiques. C'est une étape importante et nécessaire qui permet d'œuvrer plus efficacement dans les territoires.

## Quels sont les résultats les plus marquants de ces études ?

Deux conclusions m'ont particulièrement marqué. Premièrement, celle qui affirme qu'un enfant qui naît en zone rurale a une espérance de vie plus courte que s'il était né en ville, jusqu'à deux années de moins<sup>(1)</sup>. Deuxièmement, celle qui indique que les habitants en milieu rural ont moins recours aux soins hospitaliers (- 20 %) et utilisent jusqu'à 30 % en moins de séances de soins en établissement (dialyse, chimiothérapie, etc.). En clair, faute d'accès équitable aux soins, on déplore un renoncement de la population rurale qui creuse la fracture sanitaire dans notre pays. >>>

## Les maires ruraux réunis en Côte-d'Or du 27 au 29 septembre

Des maires au service des maires. Créée en 1971, l'Association des maires ruraux de France (AMRF) porte la voix des communes ancrées sur les territoires pour défendre leurs enjeux spécifiques. Son objectif est de fédérer, informer et représenter les maires des communes de moins de 3 500 habitants. Ce sont 87 associations départementales qui représentent les maires auprès des interlocuteurs publics et des services déconcentrés de l'État. Ces derniers se donnent rendez-vous du 27 au 29 septembre à Arceau, en Côte-d'Or, à l'occasion du congrès national de l'AMRF. Les discussions porteront sur les liens de proximité entre les communes et les conseils départementaux. La MSA Bourgogne participera à cette manifestation et la CCMSA interviendra au cours d'une table ronde.



“ Les maires ont pour rôle de créer les conditions du changement. ”

Gilles Noël  
vice-président de l'association  
des maires ruraux de France (AMRF), en  
charge des questions de santé.

### Ces initiatives locales atteignent-elles parfois leurs limites ?

Oui, certaines communes mettent à disposition des bâtiments, offrent des loyers, payent des frais de déplacements... Nous ne voulons pas être pris pour des tiroirs-caisses ! En ce qui concerne l'accès aux soins en milieu rural, l'argent n'a rien résolu depuis 30 ans. C'est dans la durée, avec des solutions pérennes et des politiques fixes pour garantir le suivi régulier des patients, qu'il est nécessaire d'œuvrer au nom de la proximité.

### Dans ce contexte, la télémédecine fait-elle ses preuves ?

L'offre de santé s'étoffe en termes de télémédecine, parallèlement au déploiement d'un réseau Internet plus qualitatif sur le territoire. Plébiscitée pendant la pandémie liée au Covid-19, qui a permis une accélération de son développement en ruralité, les consultations à distance sont devenues une habitude. Dans certains villages, notamment dans ceux qui ont encore une pharmacie, des points (ou bornes) de téléconsultation voient le jour et permettent aux habitants de garder un lien avec un praticien. Cette pratique reste un moyen de transition, qui ne remplace pas le contact direct, et qui doit privilégier les consultations avec un professionnel en local, dans un rayon géographique limité.

Propos recueillis par  
**Simon Playout**

(1) Étude sur la santé en milieu rural #2 La Mortalité – avril 2023.

### » La réponse à cette rupture est collective...

Tout à fait. Notre ambition est de construire des réponses de manière globale, avec les élus, les conseils départementaux, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les organismes de protection sociale, mais aussi le Conseil national de l'Ordre des médecins ou le Parlement à travers des auditions. C'est ensemble que nous pourrions bâtir des stratégies communes pour rapprocher médecines des villes et des campagnes.

### Quels leviers actionner à l'échelle d'une commune ?

Les maires ont pour rôle de créer les conditions du changement. Ils se doivent d'être force de proposition et de prendre le taureau par les cornes.



Chiffres et études à retrouver sur :  
amrf.fr

Pour attirer les professionnels de santé, un village peut faire valoir son cadre de vie avant tout. Il faut être à l'écoute et attractif, notamment sur le volet extra-professionnel : immobilier, écoles, solutions de garde d'enfants, installations sportives, environnement, animations... Bien sûr, la médecine évolue et il est important de disposer de locaux adaptés pour accueillir un médecin. C'est également valable pour maintenir les vétérinaires ruraux dont la profession souffre des mêmes problématiques.

### Quelles solutions émergent ?

Deux initiatives territoriales rassemblent et rationalisent : les communautés professionnelles territoriales de santé et les maisons de santé pluridisciplinaires (lire en page 11). Ces dispositifs fonctionnent bien à condition de couvrir la totalité d'un territoire donné et que les élus ne se fassent pas la guerre pour les accueillir au sein de leurs circonscriptions. Ils sont nécessaires mais pas suffisants à ce jour. En revanche, ces collectifs d'acteurs de santé sont efficaces pour former des stagiaires ou étudiants en espérant les garder par la suite.

### Le chiffre

**12 000**

c'est le nombre de **communes adhérentes** à l'association des maires ruraux de France.

## Communautés professionnelles territoriales de santé

**UN LEVIER POUR AGIR** sur le terrain

La MSA soutient activement la mise en place des communautés professionnelles territoriales de santé en favorisant des projets de proximité adaptés aux besoins locaux et des coopérations prometteuses entre ville et hôpital. Explications.

**L**es communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) émergent comme des actrices clés dans l'organisation des soins en France. Conçues pour décloisonner les pratiques et coordonner les efforts des professionnels de santé, elles jouent un rôle crucial dans la structuration des parcours de soins et l'amélioration de l'accessibilité aux services de santé. Ces structures permettent de renforcer les parcours de soins de proximité, notamment pour les patients atteints de maladies chroniques, les personnes en situation de précarité sociale, de handicap ou de perte d'autonomie. Ces défis sont souvent exacerbés dans les territoires isolés, où les besoins sont plus aigus et les ressources plus limitées.



Depuis 2019, la MSA a soutenu la création de 226 CPTS.

L'un des principaux atouts des CPTS réside dans leur conception, initiée directement par les professionnels de santé.

Cette approche permet d'adapter les réponses aux besoins spécifiques de chaque territoire, rendant cet outil particulièrement pertinent dans les zones rurales où les contextes et les nécessités varient grandement. Cependant, malgré les avantages évidents, les professionnels de santé se heurtent parfois à des obstacles significatifs pour répondre aux exigences des CPTS. Manque de temps, de moyens ou d'outils : ces difficultés peuvent freiner la concrétisation de projets pourtant essentiels. Face à ces défis, la MSA, à travers ses caisses locales, s'engage à accompagner les professionnels de santé dans leur élaboration. Cet accompagnement vise à les aider à construire des projets qui leur ressemblent, répondant aux attentes de la population tout en restant cohérents avec les spécificités de leur territoire. Pour renforcer cet appui, la MSA a mis en place une organisation structurée à plusieurs niveaux. Au sein des caisses locales, un chargé de développement territorial est nommé pour accompa-

agner les professionnels dans la création des CPTS, en concertation avec l'Agence régionale de santé (ARS) et le régime général de sécurité sociale. Ils sont épaulés par des médecins-conseils, avec un cadre dirigeant chargé de piloter ces initiatives. Au niveau régional, les associations des caisses de MSA désignent un agent de direction responsable de la coordination avec la Direction de la coordination de la gestion du risque (DCGDR) et l'ARS pour les projets de soins territoriaux.

Depuis 2019, la MSA a déjà accompagné 226 projets de CPTS. Cet appui a permis de transformer des idées en projets concrets, adaptés aux besoins locaux, en particulier dans les territoires ruraux où les besoins sont souvent les plus pressants.

**Hôpitaux de proximité**

En parallèle, le régime agricole s'est engagé dans une expérimentation visant à renforcer la coopération entre les CPTS et les hôpitaux de proximité. Ce projet, lancé en 2022 sur quatre sites pilote – la MSA Bourgogne avec le centre hospitalier de Haute Côte-d'Or (Châtillon-sur-Seine, Montbard, Saulieu, Vitteaux), la MSA Grand Sud avec le centre hospitalier de Limoux-Quillan, la MSA du Limousin avec l'hôpital intercommunal du Haut-Limousin, et la MSA Midi-Pyrénées Sud avec le centre hospitalier de Mauvezin – vise à fluidifier les parcours des patients en stimulant les coopérations entre la ville et l'hôpital.

Les résultats encourageants de cette expérimentation ont conduit à son extension à 13 régions en 2023, avec 13 caisses de MSA désormais impliquées dans l'accompagnement de binômes hôpital-CPTS.

**Les Maisons de santé pluriprofessionnelles soutenues depuis 2005**

La MSA a pris l'initiative d'accompagner les professionnels de santé dans la création de maisons de santé en milieu rural, contribuant ainsi à l'émergence des Maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP). Le soutien aux MSP est un axe stratégique pour le régime agricole. En juin 2024, 93 projets de MSP avaient été accompagnés, un chiffre en constante augmentation depuis 2019. L'accompagnement de la MSA est global et personnalisé, répondant aux besoins spécifiques de chaque territoire. Le binôme, composé d'un chargé de développement territorial et d'un praticien conseil, assiste les professionnels dans divers aspects de leur projet. Cet appui inclut une aide à l'ingénierie du projet de santé, avec un soutien au diagnostic territorial, à la rédaction du projet et à la mise en relation avec les partenaires locaux.



1

## Relais médical



# Quand solidarité RIME AVEC SANTÉ

**Avec plusieurs partenaires, la MSA Beauce Cœur de Loire vient d'accompagner la création d'un centre de santé unique en son genre à Charenton-du-Cher. L'ouverture est vécue comme un soulagement par la population du Haut-Berry.**

**L'**urgence était vitale. Le territoire du sud du Cher compte trois fois moins de médecins généralistes que la moyenne nationale. Il concentre également le plus fort taux de patients atteints d'affections longue durée ne disposant pas de médecins traitants de tout le pays. Dans ce contexte alarmant, les acteurs locaux ont uni leurs forces pour implanter une structure médicale centrale, à Charenton-du-Cher. Cette commune de 1 014 habitants n'avait plus de médecin depuis plusieurs mois.

## Protagonistes Berrichons

La MSA Beauce Cœur de Loire (Cher, Eure-et-Loir, Loiret) fait figure de pionnière en matière d'amélioration de l'accès aux soins en milieu rural.

La communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) Sud 28 a, par exemple, été l'une des premières à voir le jour en France. « *De longue date, nous luttons contre les inégalités liées à la santé*, indique Arlette Rébert, médecin cheffe du service médical de la MSA. *Ces dernières années, nous avons accompagné l'installation de maisons de santé pluridisciplinaires, comme celles de Sancerre ou de La Guerche-sur-l'Aubois.* » [lire en page 11]. C'est donc « *naturellement* » que le conseil d'administration et les délégués de la caisse se sont investis pour le centre de santé de Charenton. « *Le projet est plus que pertinent au vu de la situation locale*, poursuit la responsable. *Il répond à la détresse des habitants.* » La MSA a contribué financièrement à sa mise en place (à hauteur de 30 000 euros). Parallèlement, cet

**1** Le Dr. Clémentine Labouré a assuré le relais médical durant une semaine à Charenton-du-Cher.

**2 3** C'est dans cette bâtisse berrichonne qu'a été aménagé le centre de santé de Charenton-du-Cher.

engagement donnera lieu à des actions de prévention sur le territoire.

« *L'attente était grande, c'était une question de survie.* » Clémentine Labouré, médecin, témoigne du sentiment de soulagement qu'elle a ressenti chez les habitants lors de l'ouverture des portes du centre. « *Le premier jour des consultations, en février 2024, une trentaine de personnes faisait la queue devant le cabinet pour être reçues. Certaines étaient arrivées jusqu'à deux heures à l'avance*, souligne-t-elle, *encore stupéfaite. C'est dire l'ampleur de la crise. En une matinée, il y a eu plus de 500 appels au standard pour des demandes de prises de rendez-vous. Du jamais vu...* »

C'est Médecins solidaires, à l'origine du projet et dont le Dr. Labouré est membre, qui gère le volet médical. « *L'association regroupe des médecins de toute la France qui se portent volontaires pour se relayer dans un secteur sinistré durant une ou plusieurs semaines dans l'année afin d'assurer les consultations de médecine générale* », explique la professionnelle de 29 ans. Ainsi, à Charenton-du-Cher, un



2



3

praticien différent est accueilli chaque lundi au cabinet pour mener à bien le relais médical pendant 52 semaines. Une méthode unique qui fonctionne. « Ça bouleverse l'image qu'on peut avoir du généraliste classique, mais le système a tout de suite été accepté par les Charentonnais, remarque Arlette Rébert. Une famille de médecins plutôt qu'un médecin de famille ! »

Le praticien, généralement affecté hors de sa région d'origine, devient salarié de l'association le temps de son séjour. Ses frais de déplacement sont remboursés. Un logement, dans un gîte du village, et un véhicule sont mis à sa disposition. « C'est une aventure humaine enrichissante, tant pour les médecins que pour les patients, résume Clémentine Labouré, qui a rejoint Médecins solidaires à l'issue de son internat. La totalité des professionnels de santé ayant participé au dispositif souhaite réitérer l'expérience. »

## Création d'emplois locaux

Cette organisation hors du commun demande une gestion et une logistique strictes. Celles-ci sont rendues possibles par le travail de deux coordinatrices en charge de l'administratif. « Notre rôle est d'épauler les médecins qui arrivent et de planifier les rendez-vous », détaille Mélanie Blin, coordinatrice au centre de santé. Cette habitante de Saint-Amand-Montrond, à 10 kilomètres de là, a

rejoint le projet à l'issue d'une formation de six mois. « C'est une reconversion qui m'apporte beaucoup, c'est enrichissant de collaborer avec divers profils de médecins, se réjouit celle qui travaillait auparavant en crèche. Nous prenons contact avec eux une dizaine de jours avant leur arrivée dans le cadre de la continuité des soins. Chaque lundi, nous accueillons le professionnel en place. Nous disposons d'un temps pour lui présenter les locaux et le matériel avant de commencer les premières visites. »

“ Une famille de médecins plutôt qu'un médecin de famille.

Arlette Rébert,  
médecin cheffe, MSA Beauce Cœur de Loire.

”

Environ 100 consultations par semaine sont programmées, du lundi matin au samedi midi. Elles durent entre 20 et 40 minutes pour les personnes reconnues en Affection de longue durée (ALD). Le planning est rapidement complet, jusqu'à deux mois à l'avance. « Beaucoup de patients n'étaient pas ou plus suivis en l'absence de présence médicale, y compris certains atteints de diabète

ou devant recevoir un traitement régulier », déplore Clémentine Labouré. « Le retour aux soins se fait progressivement grâce au partage et suivi des dossiers entre praticiens, ce qui permet de garantir une implication sur la durée, complète celle qui exerce habituellement à Paris. Le fait d'avoir plusieurs avis apporte aussi un regard croisé sur chacune des pathologies. » Une belle histoire s'écrit en plein cœur de la diagonale du vide.

Simon Playoult

## Deux nouveaux centres

Après la Creuse et le Cher, le collectif de généralistes Médecins solidaires poursuit sur sa lancée. Un nouveau centre de santé, également organisé en rotations hebdomadaires, a ouvert cet été dans la commune de Chantenay-Saint-Imbert, dans la Nièvre. Un autre centre doit ouvrir à l'automne dans la Haute-Vienne, à Arnac-La-Poste.



Plus d'infos sur :  
[medecins-solidaires.fr](http://medecins-solidaires.fr)



# BERNARD PINO, le docteur qui casse les codes

Plus « vieux jeune » diplômé de médecine de France, Bernard Pino a posé ses valises sur l'île de Sein, dans le Finistère, accessible uniquement par bateau. Rencontre avec un médecin pas comme les autres.



Bernard Pino, 68 ans, est devenu le deuxième médecin de l'île de Sein. Face aux besoins des patients, la médecine s'adapte aux particularités insulaires.

**D**es médecins comme Bernard Pino, on n'en voit pas tous les jours. Petites lunettes juchées sur le nez, baskets aux pieds, style décontracté et bonne humeur, le jeune docteur ne fait pas son âge. Et pour cause ! Fraîchement diplômé à 68 ans, il a posé sa mallette sur l'île de Sein, dans le Finistère, après avoir vécu plusieurs vies.

Pour comprendre qui est Bernard Pino, un petit

retour en arrière s'impose. Après le bac, il commence des études de médecine mais doit les arrêter après six ans pour des raisons financières. « *Je ne savais pas que cette parenthèse allait durer aussi longtemps.* » Longtemps, c'est le mot. Après une pause de presque 40 ans, il décide de reprendre ses études à 56 ans. Car l'idée de devenir médecin ne l'a jamais quitté. Après avoir exercé différents métiers – dans l'édition numérique, l'entrepreneuriat, ou encore la politique – il reçoit en septembre 2023, non sans difficultés, le Graal : le diplôme qu'il attendait tant.

Il décide de s'installer sur l'île de Sein, située à l'extrême ouest de la Bretagne, à 5 km de la pointe du Raz. Presque le bout du monde, hors du temps, l'endroit n'est accessible que par bateau. Il s'étend sur 2 km avec une largeur maximale de 500 m. Sur place, aucune voiture. Malgré son caractère insulaire, les 300 âmes qui y vivent à l'année ont la chance de bénéficier des soins de deux praticiens qui se partagent l'activité un mois sur deux.

## Son paradis

Le métier de médecin insulaire demande des sacrifices : cela implique notamment d'être de garde 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Bernard Pino est donc prêt à intervenir auprès de ses patients jour et nuit. Pour cela, il loge dans un appartement fourni par le conseil départemental au-dessus du cabinet. Mais pour le docteur passionné par son nouveau métier, c'est surtout une belle opportunité.

Il est comme un poisson dans l'eau dans sa nouvelle vie. « *Les habitants m'ont adopté* », confie-t-il. Pour lui, s'installer ici était presque une évidence. « *Avec ma femme, on a toujours aimé cet espace déterminé que sont les îles. On ne peut amener que ce qu'on porte sur soi. On ne peut pas abuser des ressources locales et on doit se contenter de ce qui est déjà là.* » Une philosophie de vie qui lui convient. Car sur l'île, pas question de vivre en surconsommation. Éloignée du continent, un seul bateau y passe dans la journée. Il arrive aux environs de 10 heures et repart l'après-midi. Les habitants vivent au rythme de ses visites. « *Le matin, les Sênans viennent attendre le bateau sur le*



Un bateau fait la liaison avec le continent une fois par jour. Bernard Pino en profite pour venir récupérer ses médicaments et discuter avec les habitants qui ont l'habitude de se réunir sur le quai à son passage.

Les médecins peuvent compter sur les sauveteurs en mer ou sur l'hélicoptère de la Sécurité civile si une urgence médicale se présente.

*quai. C'est un lieu de convivialité, c'est là que se font les échanges comme une sorte d'agora. »*

Reconnaisable dans les étroites rues avec sa petite charrette flanquée d'un « médecin » écrit en gros, le docteur vient chercher les médicaments qu'il a commandés et qui arrivent par bateau. Puis il commence sa journée au cabinet médical. Vers 14 ou 15 heures il prend une pause et reprend du service après le départ du bateau, vers 17 ou 18 heures. Il consulte jusqu'au soir et reprend le même programme le lendemain.

Isolés, les praticiens de l'île ne sont pourtant pas jamais seuls. « *S'il y a une urgence, la Société nationale de sauveteurs en mer ou l'hélicoptère de la Sécurité civile peuvent intervenir* », précise Bernard Pino.

L'île ne disposant pas de pharmacie, c'est lui qui gère le stock et les médicaments. Il espère déléguer cette partie à un pharmacien du continent. « *Pour les urgences, un stock est toujours là : cystites, matériel de prélèvement, morphine... Et, si vraiment il me manque une boîte, je connais mes patients et je peux aller piocher dans leur réserve en attendant de la remplacer le lendemain !* », explique-t-il. Une vraie médecine de proximité !

*vivre et disponible. Je me sens comme un jeune homme de 20 ans !* », assure-t-il. Le "Monsieur anti-douleur", comme on le surnomme, se nourrit du bien qu'il fait autour de lui, des secrets qu'on lui raconte, des gens qui lui ouvrent leur cœur.

## « Il n'est jamais trop tard »

Son histoire, médiatisée, en a inspiré plus d'un. Sans qu'il ne s'y attende, il a fait des adeptes. Et il est ravi de son nouveau rôle. « *Il y a des gens qui se sont dit : "ce que je voulais, c'était faire ça", et en fait c'est possible ! Il n'est pas trop tard !* » Il a reçu de nombreux messages de personnes qui se sont lancées dans une reconversion en voyant que sa persévérance avait payé. Une Rennaise va reprendre des études de médecine, une Dijonnaise va bientôt fêter son inscription avec lui, d'autres sont aides-soignantes et se rêvent infirmières... « *La vie est trop courte pour ne jamais faire ce qu'on a envie de faire. J'échange avec des personnes qui sont radieuses parce qu'elles se sont écoutées, enfin.* »

**Coline Lucas**

## Un médecin multitâche

Comme tout bon professionnel, Bernard Pino ne chôme pas : il s'occupe des 300 patients à l'année en binôme avec l'autre praticienne de l'île qui partira bientôt à la retraite. Sa patientèle s'agrandit lors la période estivale, jusqu'à 1 500 personnes. En dehors de cette activité, il travaille soit aux urgences, soit en téléconsultation. Il milite d'ailleurs pour que cette dernière se démocratise. « *Si on veut désenclaver les déserts médicaux, on pourrait très bien miser sur la téléconsultation, adaptée aux besoins des campagnes* », avance-t-il. C'est d'ailleurs sûrement son expérience passée qui le pousse à réfléchir à de nouvelles manières d'aborder la médecine.

« *Je jongle entre toutes les pratiques possibles et même si j'ai un rythme de travail plus élevé que certains médecins, je suis moins fatigué, lance-t-il. Quand je reprends chaque activité, je suis en vacances de celle que je viens de quitter.* » D'ailleurs, il l'assure, il a perdu (ou plutôt gagné) 10 ans. « *Après 12 heures de travail, je suis fatigué, mais heureux de*



L'île de Sein est située à 5 km de la pointe du Raz, au bout de la Bretagne. On y accède uniquement en bateau depuis le continent.



# Séduire les futurs SOIGNANTS

Comment inciter les futurs professionnels de la santé et du social à venir s'installer en milieu rural ? Début de réponse avec « Éduc'tour », opération séduction à destination des futures blouses blanches organisée dans plusieurs caisses de MSA. Focus sur l'exemple normand.

Avec seulement 73 médecins généralistes libéraux pour 100 000 habitants<sup>(1)</sup>, la Normandie se classe parmi les régions les moins bien dotées en termes de densité médicale en France. La moyenne nationale est de 83 pour 100 000 habitants. Face à cette réalité préoccupante, la MSA Côtes Normandes organise son troisième Éduc'tour à la rentrée. Ce séminaire interprofessionnel vise à attirer les futurs professionnels de la santé et du social vers les zones rurales en leur faisant découvrir les opportunités et spécificités de la pratique coordonnée dans ces territoires.

## Une immersion dans la ruralité

Basé sur le volontariat et pensé pour permettre aux étudiants de découvrir l'exercice en milieu rural, le programme se déroule en deux temps. La première étape consiste en un séminaire interprofessionnel de deux jours où les participants,

### Ils ont suivi l'édition 2023

#### > Étudiantes infirmières

« Ce qui m'a le plus marquée, c'est l'interdisciplinarité. Rencontrer d'autres professionnels envers qui, il faut l'avouer, j'avais certaines représentations totalement fausses concernant leur métier, leur mission et le fait que nous ne communiquions pas toujours bien. Cela permet de mettre tout le monde sur un pied d'égalité et d'échanger ensemble. »

« Cela m'a confortée dans ma conviction qu'exercer seule, ce n'est tout simplement pas possible. »

#### > Étudiant en médecine

« Le moment le plus fort a été la rencontre avec les différents intervenants du pôle. Nous avons vraiment vu tout le monde, du kiné aux infirmières, ainsi que tout le maillage territorial qui existe, et qui fait qu'il y a une vraie dynamique interprofessionnelle au sein du Pôle de santé libéral ambulatoire. »



En Normandie, après le séminaire de 2023, 93 % des participants estiment avoir une meilleure vision de l'exercice coordonné et 89 % envisagent de s'installer dans ce type de structure. Ici, lors de la journée terrain organisée le 13 octobre au pôle de santé de Carentan-les-Marais.

issus de diverses filières (médecine, pharmacie, kinésithérapie, etc.), apprennent à se connaître et à travailler de manière coordonnée. Cette approche, centrée sur le patient, vise à renforcer la collaboration entre les futurs professionnels et à leur offrir une vision globale du soin en milieu rural.

La seconde étape est immersive. Les étudiants sont invités à passer une journée dans une structure de santé. En 2024, trois visites sont programmées dans les pôles de santé d'Alençon (26 000 habitants), Valognes (6 700 habitants) et Mézidon-Vallée d'Auge (9 900 habitants). Ces journées sont l'occasion pour eux d'échanger directement avec les professionnels en poste, d'explorer les infrastructures et de comprendre les dynamiques locales.

Les premiers retours sont prometteurs. En Normandie, après le séminaire de 2023, 93 % des participants estiment avoir une meilleure vision de l'exercice coordonné et 89 % envisagent de s'installer dans ce type de structure. De plus, 83 % des étudiants affirment mieux appréhender le travail en milieu rural et 76 % envisagent sérieusement de s'y installer.

Éduc'tour repose sur une coopération étroite entre plusieurs acteurs, dont les filières de formation en santé et social, les municipalités, les pôles de santé et les agences d'attractivité. Ensemble, ils œuvrent pour redynamiser les territoires ruraux en offrant aux futurs professionnels une perspective enrichissante de la pratique coordonnée.

En misant sur la collaboration interprofessionnelle et la découverte du milieu rural, le programme pourrait bien être une clé pour lutter contre la désertification médicale. En renforçant les liens entre étudiants et professionnels déjà installés, il contribue à rendre ces territoires plus attractifs et à assurer un avenir meilleur pour l'accès aux soins.

Onze caisses de MSA ont déjà réalisé au moins un séminaire sur leur territoire, 20 autres ont démarré la mise en œuvre du dispositif. Chaque caisse de MSA a pour objectif de réaliser un séminaire minimum sur son territoire d'ici 2025.

(1) Source : Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), 2022.

Plus d'infos sur :  
cotesnormandes.  
msa.fr/lfp/educ-tour





Retrouvez toutes les **actualités de vos territoires** mais aussi les **événements** près de chez vous, des **infos pratiques**, un regard sur le **monde agricole** et les **portraits** de ceux qui font vivre le monde rural.

**Tout ça au même endroit !**

Découvrez le **NOUVEAU SITE** du Bimsa  
en flashant ce **QR code** avec votre smartphone  
ou rendez-vous sur [lebimsa.fr](http://lebimsa.fr)



[lebimsa.fr](http://lebimsa.fr)



À retrouver aussi au format papier chez vous ! (informations et abonnement sur le site [lebimsa.fr](http://lebimsa.fr) dans la rubrique magazines)



Isabelle Ouédraogo et Bernard Simon, coprésidents du comité d'action sanitaire et sociale de la caisse centrale de la MSA, représentent respectivement les salariés et les non-salariés agricoles. Bernard Simon a été élu en avril dernier, en remplacement de Jean-François Fruttero, devenu président de la CCMSA.

## Crises agricoles et développement des territoires

# Intensifier l'accompagnement SOCIAL

La colère des agriculteurs en début d'année a remis sous les projecteurs les problématiques importantes du monde agricole. Après les réponses d'urgence apportées par les pouvoirs publics, les élus du Comité d'action sanitaire et sociale (CASS) de la caisse centrale de MSA ont décidé d'intensifier l'accompagnement social des populations et d'aller plus loin pour les territoires ruraux. Validé en conseil d'administration au printemps, le plan mobilise 28 millions d'euros autour de quatre axes. Tour d'horizon avec Isabelle Ouédraogo et Bernard Simon, coprésidents du CASS.

**Comment la politique d'action sociale de la MSA s'adapte aux besoins des populations, notamment face à la crise agricole ?**

**Isabelle Ouédraogo et Bernard Simon :** La crise a été un révélateur des fragilités existantes. Sur les territoires, les caisses de MSA se préoccupaient déjà des difficultés de l'ensemble de nos populations, car lorsque l'un des maillons de la chaîne est affecté, cela rejaillit sur l'ensemble. C'est l'une des forces de la MSA : être à l'écoute des besoins pour trouver des réponses adaptées afin de se renouveler continuellement. À la caisse centrale, on s'enrichit des expériences innovantes des caisses pour les dupliquer et en faire des actions nationales qui s'adaptent aux réalités locales. Bulle d'air, service de répit à domicile, est l'exemple type d'une action locale très positive qui a été consolidée et dupliquée.

**Pour renforcer l'accès aux droits et la prévention du mal-être agricole, une aide au répit administratif est notamment créée.**

**B.S. :** La gestion administrative des exploitations est une problématique forte. Ce constat connu émane du réseau de sentinelles, de professionnels et des cellules d'accompagnement de la MSA dans le cadre du plan interministériel de prévention du mal-être agricole, mais aussi de nos travailleurs sociaux. Le répit administratif est une expérience déjà en place dans certaines caisses de MSA que nous voulons développer. Cette aide sociale permet à un exploitant ou à un chef d'entreprise agricole en difficulté, et qui n'est plus en capacité de faire toutes ses démarches, d'être accompagné afin de retrouver ses droits sociaux et d'y voir clair sur la situation de son exploitation.

**I.O. :** Il s'agit de regagner du pouvoir d'agir, c'est émancipateur. Cet axe met l'accent sur le rapport particulier qu'ont les non-salariés avec notre institution, qui est à la fois l'organisme collecteur des cotisations mais qui peut les accompagner aussi socialement.

Au-delà de cet aspect, le dispositif d'aide au répit de la MSA s'adresse à l'ensemble de la population agricole pour prévenir le mal-être. En travaillant avec le vivant, la nature, les professionnels du milieu sont toujours en tension et ont parfois besoin de se poser, de réfléchir... d'avoir ce temps pour eux, pour leur famille. Depuis de nombreuses années, nous avons mis en place toute une palette d'interventions : accompagnement psychologique, aide aux vacances notamment avec les centres de l'Association de vacances de la mutualité agricole (AVMA), aide au remplacement... Dans certains métiers, il est impossible de mettre en œuvre cet accompagnement social sans trouver une solution

pour la continuité de l'exploitation agricole ; c'est là que notre partenariat historique avec les services de remplacement entre en jeu. Et si l'on veut maintenir des salariés dans les exploitations, il faut les accompagner eux aussi lors des moments difficiles.

### **C'est le but du deuxième axe : accompagner les transformations de l'emploi agricole et rural. Comment cela se concrétise-t-il ?**

**B.S. :** La MSA accompagne naturellement toutes les populations, y compris celles éloignées de l'emploi. C'est le cas via les différentes entreprises d'insertion par l'activité économique de notre offre de services mais aussi avec l'appel à projets Inclusion et ruralité, qui soutient et accompagne la création ou le développement de structures d'insertion, pour lequel nous doublons les moyens alloués. Ce programme démontre encore notre capacité à fédérer, à réunir des acteurs, des partenaires sur un projet commun, d'avoir ce rôle de facilitateur.

**I.O. :** L'une des problématiques de l'agriculture est l'attractivité des métiers. On communique souvent sur les difficultés, mais pas assez sur ses atouts. Travailler avec la nature, le vivant, nourrir correctement les Français, c'est très valorisant et cela permet aux personnes éloignées de l'emploi de reprendre confiance en elles et se réconcilier avec le monde du travail. On le constate dans les entreprises d'insertion accompagnées dans le cadre du programme Inclusion et ruralité, ça fonctionne : passer de 60 à 70 % de taux de sortie positive, c'est fort. C'est de l'insertion durable, utile et non délocalisable.

### **Qu'est-il fait pour consolider le lien social sur les territoires ruraux, troisième thème majeur du plan ?**

**I.O. :** Parmi toutes les structures avec lesquelles nous œuvrons pour le mieux vivre sur les territoires, les centres sociaux sont des lieux où les habitants en précarité peuvent retrouver de la dignité, de l'initiative citoyenne. Ils les aident à trouver des solutions à leurs problématiques. C'est important d'être présents à

leurs côtés en renforçant notre soutien car ils ont rencontré d'importantes difficultés économiques. Dans les campagnes, ce sont parfois les derniers à mener des actions pour les familles. Et face à l'augmentation du taux de pauvreté, il faut faire en sorte que les populations précaires ne restent pas invisibles, puissent exprimer leurs besoins, trouver ensemble des solutions ; leur affirmer : vous faites partie de la société.

**B.S. :** Dans la même idée, nous souhaitons démultiplier la dynamique du programme Grandir en milieu rural, qui soutient les initiatives en direction des familles, des enfants et des jeunes jusqu'à 25 ans, en lien avec les caisses d'allocation familiales et l'agence nationale de cohésion des territoires. 2 672 actions ont été financées en 2023. Adaptées aux besoins des familles, nous avons notamment de plus en plus de demandes concernant des maisons d'assistantes maternelles. La problématique de l'accueil du jeune enfant devient une préoccupation de beaucoup de collectivités, qui s'aperçoivent que l'offre de garde devient limitée et s'inquiètent du renouvellement des assistantes maternelles.

### **Le dernier axe se penche sur la notion d'agir en proximité et de répondre à l'urgence sociale ultramarine. Quelle est la situation dans les DOM-TOM ?**

**I.O. :** La notion de proximité implique que les réponses de la MSA Ain-Rhône ne sont pas les mêmes que celles de la Corse, de Haute-Normandie ou de Gironde. Si les besoins peuvent être similaires, les situations individuelles et locales sont telles que la réponse est différenciée. C'est également le cas dans les territoires ultramarins, qui n'ont par ailleurs pas de caisse locale de MSA, mais des Caisses générales de sécurité sociale (CGSS) et une caisse d'assurance sociale pour Mayotte, et où la MSA couvre uniquement les non-salariés agricoles. Sur place, nos collègues élus des CGSS se sentent un peu démunis face aux problématiques sociales et de santé rencontrées, comme avec le chlordécone en Guadeloupe, ou les difficultés des petites structures agricoles en Guyane.

**B.S. :** La crise a en effet été exacerbée dans ces territoires, qui cumulent déjà des fragilités structurelles. Leur sociologie particulière n'est pas forcément bien prise en compte ce qui crée de l'isolement. La MSA, de par son savoir-faire et son expérience, a la capacité de pouvoir agir au plus proche des habitants. À Mayotte par exemple, suivie par la MSA d'Armorique que je préside, des actions de prévention santé auprès de la population agricole et rurale ont été menées car il y avait notamment une problématique importante de diabète. Cet été, des réunions ont été organisées pour informer les agriculteurs mahorais de leurs droits. Nous nous occupons également de la Guyane, où le mal-être est très prégnant ; des actions doivent être mises en place pour aider la CGSS locale dans le déploiement du plan de prévention du mal-être agricole, et notamment de l'aide au répit. Pour continuer d'accompagner ces initiatives locales en métropole et en outre-mer, nous allouons 9 millions d'euros supplémentaires aux MSA.

Propos recueillis par **Marie Molinaro**

### **La politique d'action sanitaire et sociale**

Chacune des 36 caisses de MSA dispose d'un comité d'action sanitaire et sociale (CASS), y compris la caisse centrale. Ce dernier est constitué de 18 administrateurs centraux répartis entre salariés et non-salariés, dont deux présidents en alternance élus pour un an, ainsi que deux représentants des familles. Il propose au conseil d'administration (CA) national les principes généraux et les moyens de mener une politique d'action sanitaire et sociale qui réponde aux besoins des adhérents ; il formule également un avis sur les orientations prises. Contrairement aux MSA locales, il n'instruit pas de demandes individuelles. Via un budget d'environ 200 millions d'euros, il oriente des grands axes d'actions prioritaires validées par le CA, que chaque caisse adapte ensuite à son échelle. Une partie de ce fonds est dédié à ces « missions nationales » telles que l'aide au répit, l'accueil du jeune enfant ou le programme Grandir en milieu rural, l'autre aux « missions territoriales » où l'on retrouve les prestations dites extra-légales pour la famille, la vieillesse, les accidents du travail, la maladie ou encore les crises climatiques.

**Le saviez-vous ?** Les modalités de fonctionnement du CASS sont définies dans l'article R726-3 du code rural et de la pêche maritime, dont dépend la MSA.



© Marie Molinaro/Le Bimsa

## Conditions de travail

# AVOIR LA PÊCHE SANS SE CASSER LE DOS

Réart Vallée, producteur de pêches et nectarines, a bénéficié de l'accompagnement de la MSA Grand Sud pour l'aménagement de sa station de conditionnement.

Chez Réart Vallée, leader des pêches et nectarines basé à Perpignan, les taux d'accidents du travail et de renouvellement des salariés se situent bien en deça de la moyenne nationale. Leurs secrets? Un sens de la responsabilité aiguë et un bon conseiller en prévention MSA. Retour sur l'accompagnement d'un projet d'investissement réussi.

**C**hantal et Patrick Bolfa produisent et conditionnent 10 000 tonnes de pêches et nectarines, et 1 000 tonnes d'abricots par an. Vergers éco-responsables, démarches pilotes agro-environnementales... s'ils sont aux petits soins pour leurs fruits répartis sur 600 hectares et trois sites, ils n'oublient pas pour autant la santé de leurs 400 salariés. Lunettes de protection, chaussures de sécurité, brouettes à échelle dans

les vergers, formations à l'effilement des sécateurs, à l'utilisation d'une tronçonneuse... Si la MSA Grand Sud les a choisis parmi les projets présentés à la trentaine de collègues de la prévention des risques professionnels venus de six caisses de MSA lors de trois journées d'échanges et de visites en juin dernier, ce n'est pas pour rien. Thème du jour : l'aménagement d'un bâtiment existant.

À Trouillas, commune des Pyrénées-Orientales de 2 200 habitants, où l'exploitation familiale a été créée en 1997, l'entreprise florissante commençait en effet à se sentir à l'étroit. En 2013, l'occasion se présente de racheter une ancienne station de conditionnement du Marché international de Saint-Charles, à Perpignan. Ils avaient déjà avancé leur projet d'investissement lorsque Nicolas Garcia, conseiller en prévention de la MSA, qui les suit depuis plusieurs années, leur propose de les accompagner avec l'aide d'un cabinet d'ergonomie dans le cadre d'un contrat de prévention.

« Au départ nous étions un peu sceptiques, se souvient Chantal Bolfa. On a tendance à penser que la productivité est la seule chose qui compte, pour nous, les paysans, alors que c'est faux. Que coûte une chaussure de sécurité quand on voit ce qu'on économise derrière en bien-être au travail et, par conséquent, en efficacité ? » Malgré des plans du futur site bien avancés,

### Quand humain rime avec performance

Depuis une quinzaine d'années, les équipes de la prévention des risques professionnels de la MSA Grand Sud accompagnent les entreprises du territoire dans leurs projets d'investissement. De la construction d'un bâtiment à la mise en place d'une nouvelle organisation, quelle que soit la filière, l'idée est de remettre l'humain et le travail réel au centre des projets, avec l'aide d'un ergonome selon la situation. Les plus de 80 projets suivis depuis 2008 démontrent les bénéfices autant pour l'entreprise que pour les salariés d'une meilleure prise en compte des conditions de travail.

Pour en savoir plus : [grandsud.msa.fr](http://grandsud.msa.fr)

Jacques Escouteloup, ergonome, a su leur montrer qu'il y avait des points auxquels ils n'avaient pas pensé. En premier lieu : l'espace disponible. « *Nous passions de 6 000 à 7 500 m<sup>2</sup>, on pensait qu'on était large, explique la cheffe d'entreprise. Sauf qu'auparavant nous utilisions les hectares de champs autour de notre bâtiment pour stocker les colis, palettes ou caisses vides. L'ergonome a tout de suite vu qu'en fait, nous allions manquer de m<sup>2</sup>.* »

## Prise en compte du travail réel

L'accompagnement du projet se fait en trois étapes. Tout d'abord un temps d'observation, réalisé sur l'ancien site, et des échanges avec les salariés sur leur façon de travailler, leurs difficultés, fatigue, craintes... « *C'est important d'avoir cette personne neutre à qui ils peuvent parler car parfois, face à nous, ils n'osent pas* », note Chantal Bolfa. « *La question qui nous préoccupe, c'est le travail, souligne Jacques Escouteloup. Et comprendre le travail, c'est essayer de saisir ce que les hommes et les femmes mettent en jeu pour faire les choses. Cette phase préalable, c'est la conjugaison de la compréhension du travail avec celle de l'entreprise et de son fonctionnement. On observe donc l'activité mais pas seulement... on a vraiment tout regardé, tout questionné.* »

« *Ce qui nous permet d'intégrer des données qu'on ne voit pas à première vue, continue Nicolas Garcia. On consigne un maximum de situations dans notre bibliothèque, puis on vérifie toutes les mesures, les gabarits de chaque machine, de chaque palette qu'on met ensuite en mouvement sur le plan d'aménagement du nouveau bâtiment afin de tester et ajuster tous les flux de circulation.* »

Deuxième étape : des tests en direct sur le nouveau site et les derniers ajustements pour finaliser le plan. « *Dès qu'on a fait une simulation en réel, on se rend compte d'un certain nombre de choses et on trouve des solutions. Cela permet d'ouvrir les angles de réflexion* », ajoute l'ergonome.

## Un projet collectif

Installation de barres de repos pour les trieuses (voir photo), changement des rouleaux pour réduire le bruit, réglage de l'intensité et de la hauteur de l'éclairage, espacement entre les tapis pour faciliter la circulation, élargissement de passages afin de permettre le croisement de deux chariots... sans oublier les accès aux toilettes et les salles de repos. « *Tout ce qu'ils nous ont conseillé on l'a fait, se félicite Chantal Bolfa. Ils nous ont fait toucher du doigt certaines choses que nous n'aurions jamais vu seuls. Par exemple, nous avons placé l'entrée du personnel à un endroit qui ne convenait pas à cause de la présence d'une machine à proximité.* »

« *Identifier ce genre d'erreurs en amont des travaux, cela évite de devoir réaménager, déconstruire par la suite. On gagne du temps et de l'argent* », avise le conseiller en prévention. Et même avec un projet bien pensé, on se rend compte d'autres problèmes une fois l'aménagement terminé. C'est pour cela que la dernière phase intervient après l'emménagement. Pour Réart



© Marie Molinaro / Le Bimsa

L'installation de barres de repos sur les lignes de tri permettent aux salariées de soulager le psoas, l'un des muscles fléchisseurs de la hanche, très sollicité à ce poste de travail. Elles les aident également à mieux se tenir pour accéder à une caisse en hauteur.

Vallée, se fut notamment l'absence de système d'évacuation de l'eau. Un oubli important qui a pu être réparé grâce aux aménagements et agrandissements de couloirs réalisés pour faciliter la circulation.

« *Tout ce travail nous a énormément apporté au niveau des flux de circulation, de l'aménagement des postes, de l'ergonomie en tant que telle, note Chantal Bolfa. Grâce à eux, nous avons aussi impliqué les équipes. On a réfléchi ensemble, et c'est vraiment devenu le projet de tout le monde. Cela peut paraître évident pour beaucoup de gens, mais dans le monde agricole, nous sommes encore en retard sur ces considérations.* »

Pour compléter ce suivi global, la MSA leur propose également une formation en kinésithérapie de six mois, prévue dans le contrat de prévention, afin de lutter contre les troubles musculosquelettiques. Convaincus, ils refont naturellement appel à la MSA et l'ergonome lorsqu'en 2022, une nouvelle opportunité se présente de racheter l'emplacement voisin. Ils passent alors à 12 000 m<sup>2</sup> et doivent revoir une nouvelle fois tous les flux de circulation. En intégrant le bien-être des salariés au cœur de leur stratégie, Réart Vallée prouve que productivité et prévention peuvent parfaitement aller de pair.

Marie Molinaro

# RÉINSERTION agricole et inclusive

Le 28 juin, cinq étudiantes (sur les onze qui ont pris part à l'aventure) en BTS Services et prestations des secteurs sanitaire et social du lycée Gabriel Deshayes, à Saint-Gildas-des-Bois, en Loire-Atlantique, ont concrétisé un projet visant à favoriser l'échange entre des personnes en situation de handicap et des résidents en réinsertion de la ferme de Ker Madeleine.



La ferme de Ker Madeleine accueille des résidents-salariés en fin de peine pour 6 à 12 mois, sous le régime du placement extérieur, afin de préparer leur réinsertion.

Intitulée « La Madeleine déguste », l'initiative a été conçue pour créer des liens entre deux groupes de personnes a priori éloignés. Elle a été récompensée par le 2<sup>e</sup> prix dans la catégorie 18-22 ans de l'Appel à projet jeunes (APJ) édition 2024, remis à Paris lors du dernier Salon de l'agriculture.

Au début de l'été, les étudiantes lauréates ont rejoint la ferme de Ker Madeleine pour concrétiser leur projet. Ce lieu atypique, situé dans leur commune, accueille des résidents-salariés en fin de peine pour une durée de 6 à 12 mois, sous le régime judiciaire du placement extérieur, afin de préparer leur réinsertion. Elles ont ensuite accueilli trois résidents du Foyer d'accueil médicalisé (FAM) de Pontchâteau, commune située à 10 km de là, accompagnés de deux éducateurs, pour participer à une série d'activités autour des cinq sens, visant à renforcer les liens entre les participants.

La journée a débuté par une visite de la ferme, guidée par les résidents en réinsertion, permettant aux personnes en situation de handicap de découvrir l'environnement rural et de s'immerger dans une expérience sensorielle au contact des animaux et en explorant les cultures de fruits et légumes.

Un atelier de dégustation a ensuite permis aux participants de savourer les produits cultivés sur place. Pour faciliter la communication, des pictogrammes ont été mis à disposition, rendant l'activité accessible à tous.

Pour conclure la journée, un atelier de plantation a été organisé, où chaque participant a planté des graines de radis dans de petits pots qu'ils ont ramenés avec eux. Cet échange a renforcé le sentiment d'utilité des résidents de la ferme tout en créant un lien fort entre les participants.

Une deuxième rencontre a eu lieu

le 10 juillet au FAM de Pontchâteau, où les résidents de la ferme se sont rendus pour partager un goûter et échanger des cadeaux. Les résidents du foyer d'accueil ont fièrement montré les pousses de radis qu'ils avaient semées lors de la première rencontre.

Ce projet a permis de créer un lien précieux entre des individus aux parcours de vie différents, tout en les sensibilisant à la réalité de l'autre. Les jeunes du lycée Gabriel Deshayes ont démontré que la solidarité et l'engagement peuvent rapprocher des mondes a priori éloignés et donner naissance à des échanges profonds et durables.

## Une porte vers la liberté

La ferme de Ker Madeleine offre un accueil familial et personnalisé avec une présence continue. Les résidents bénéficient de chambres individuelles pour retrouver intimité et autonomie après la détention. Ils participent à des activités communes telles que les repas, les discussions et l'entretien du lieu, favorisant une réintégration progressive à la vie en groupe.

La détention entraîne souvent isolement, perte des liens familiaux et déresponsabilisation, rendant la réinsertion difficile. La ferme permet un réapprentissage progressif de la liberté, avec des responsabilités dans le travail agricole et une préparation pour l'avenir. Un membre de l'équipe est dédié à l'accompagnement individuel des résidents dans leurs démarches administratives, de soin, de logement et d'insertion professionnelle, les aidant ainsi à retrouver confiance en eux et à reconstruire leur projet de vie.

Plus d'infos sur :  
fermedekermadeleine.com



Tristan Chrétien est un salarié agricole aussi investi dans son entreprise que dans son rôle de délégué MSA.



Tristan Chrétien

## Le sens **DU COLLECTIF**

Si certaines personnes se laissent déborder par un rien, Tristan Chrétien, délégué de la MSA d'Armorique à Pleneuf-Val-André, lui, laisse déborder son énergie. Et bonne nouvelle, elle est entièrement canalisée vers et pour les autres. Le monde rural et la MSA chevillés au cœur, ce technico-commercial plus proche du terrain que de la vente semble inépuisable.

**C**e sont toujours ceux qui en parlent le plus, qui en font le moins. Si l'inverse était aussi vrai, Tristan Chrétien devrait être muet. Heureusement pour nous, ce n'est pas le cas. L'homme de 40 ans, salarié agricole dans la même coopérative depuis 19 ans, n'est pas pour autant volubile. Nous sommes loin du caquetage des poules pondeuses dont ce technico-commercial assure le suivi technique de l'élevage. L'humilité, et non l'humidité même s'il vit en Bretagne, est ce qui caractérise le mieux cet homme. Ou est-ce son sens du partage ? Ou son engagement ? Peut-être est-ce son altruisme ? Difficile à déterminer. Tristan n'est pas le plus à l'aise lorsqu'il s'agit de parler de lui.

« J'ai toujours aimé le collectif. Participer aux associations, rendre service, être là quand il y a un besoin, cela a toujours

été en moi », lance-t-il sur un air de « Je n'y peux rien, c'est comme ça. » Et hop ! Trois points pour l'humilité. Non parce que l'inné a ses limites tout de même !

### Un rôle de sentinelle

Quand il prend un boulot d'étudiant, c'est celui d'animateur de colonies. Dans la coopérative où il travaille, il rejoint assez vite le comité d'entreprise. Il y est toujours. « C'est pour permettre de mieux diffuser l'information à mes collègues. » Désormais, il est aussi leur délégué syndical. Et comme de ce poste dans une coopérative agricole à la MSA il n'y a qu'un pas, on lui conseille de se présenter aux élections pour être délégué de son canton des Côtes-d'Armor. Fonction qu'il incarne, c'est le mot,

depuis 2020. « Je côtoie les agriculteurs tous les jours dans mon travail. Je me suis dit que ce ne serait pas plus mal de m'investir. Avec le guichet unique, avoir des élus en prise directe avec la population rurale est notre plus grand atout. Je suis délégué dans mon métier, dans mon quotidien. Cela correspond à ce que je suis. Être au service de l'autre, être là quand il y a un besoin sans rien demander en retour, c'est très important pour moi. Quand je vois quelque chose, je le fais remonter. Cela rejoint mon rôle de Sentinelle. » Fils d'un éleveur de porcs et d'une secrétaire médicale, il sait aujourd'hui l'importance du régime agricole : « Je respecte les agriculteurs, leurs valeurs. Ils ont des métiers difficiles avec des besoins spécifiques. C'est pour cela qu'il faut se battre pour conserver ce régime social. »

Et sinon, que fait-il de son temps de libre ? « Je suis au comité départemental MSA et au centre communal d'action sociale (CCAS). » Il aimerait tout connaître de la MSA mais « le temps manque un peu à cause du travail. Je ne suis sûrement pas le meilleur mais je le fais à mon niveau, comme je peux ». Le syndrome de l'imposteur touche souvent les plus compétents. Détail qui a son importance, en novembre, Tristan est devenu papa. Et pourtant, le monsieur a l'impression « de ne pas en faire assez ». Il se demande parfois s'il est à sa place. Qu'il se rassure, en tant que papa et délégué, il a l'air bien calé.

Frédéric Fromentin

### On se dit presque tout

➤ **À quoi pensez-vous le matin au réveil ?**  
Principalement à être heureux. Il faut voir le bon côté des choses, il y a toujours des solutions.

➤ **Un hobby en plus de toutes vos activités ?**  
Je fais des compétitions de badminton à Saint-Brieuc. Comme je suis à côté de la mer, il y a les sports d'eau aussi, notamment la plongée.

➤ **Comment vous définiriez-vous ?**  
Je crois que je suis un petit peu hyperactif !



Préserver les corps

Le moindre geste retient l'attention de l'ergonome. Elle filme les boulangers en plein travail afin d'analyser leurs différentes postures.

## L'ERGONOMIE AU SERVICE DES PAYSANS BOULANGERS

Un boulanger, tout le monde connaît. Un paysan, idem. Mais un paysan boulanger, savez-vous ce que c'est ? C'est un agriculteur qui cultive des céréales, produit de la farine, fait son pain et le vend. Un travail tout aussi varié que le sont les maux qu'il peut occasionner. Afin de mieux appréhender les différentes douleurs physiques auxquelles la profession est exposée, la MSA Lorraine a dépêché Clémence Bonnot pour effectuer une étude ergonomique auprès de cinq d'entre eux.

**D**e la culture des céréales à la vente, en passant par la fabrication de la farine et du pain, les paysans boulangers ont le goût de l'ouvrage bien fait. Au sein du groupe de travail Boulange Paysanne Lorraine, une certaine idée de la boulange cimenter les relations des membres : production bio, pains au levain, retour au manuel, limitation de la mécanisation et réflexion sur les conditions de travail.

« La force de notre groupe est que l'on va facilement les uns chez les autres, on échange sur nos pratiques. Nous ne sommes pas concurrents. Nous avons une philosophie à partager », assure Laurent Nordemann pendant qu'il prépare

la pâte pour la fournée du lendemain. Il est 8 heures à la ferme de la Soulevre, installée à Preny, un village de Meurthe-et-Moselle de 366 habitants. Si le moulin fonctionne seul et que la boutique est fermée, le fournil, lui, est en pleine activité. Le moment idéal pour Clémence Bonnot venue scruter les moindres faits et gestes du boulanger et de ses collègues.

Couper la pâte, la peser, façonner les pâtons, les mettre sur une planche et recommencer, 20, 30 fois. Laurent enchaîne les mêmes gestes pendant une vingtaine de minutes. Il s'agit d'être rapide, précis et régulier. Chaque mouvement, chaque installation, est optimisé. Tout du moins pour l'œil de l'observateur lambda. Parce que pour l'étudiante en Master 2 d'Ergonomie et Physiologie du Travail (université de Lorraine – Faculté de médecine maïeutique et métiers de la santé), Clémence Bonnot, le constat n'est pas le même. Vigilante au moindre détail, elle intervient entre deux manipulations. « Cela ne serait-il pas mieux si le chariot était plus proche ? Vous n'auriez pas à tendre les bras lorsque vous mettez les plaques chargées dessus ! » Laurent s'interrompt deux secondes, réfléchit, esquisse

### Le saviez-vous ?

En fonction du nombre de manipulations, le poids total du pain porté varie entre 16 et 33 fois celui du pain cuit. Pour un pain de 500 grammes, cela fait entre 8 et 16,5 kg. Pour une petite fournée (150 pièces), cela fait entre 1,2 et 2,5 tonnes dans la journée.



un sourire et acquiesce. « *C'est vrai, c'est plus pratique* », reconnaît-il après avoir déplacé le chariot de quelques centimètres.

## Du pain sur la planche

Clémence n'a rien d'une inspectrice des travaux finis. Aussi assurée que bienveillante, la jeune femme effectue une étude ergonomique à la demande de cinq entreprises du groupe Boulange Paysanne Lorraine. « *Annuellement, nous organisons un moment convivial qui permet de visiter les fournils des uns et des autres et d'aborder une thématique choisie collectivement. Cela donne lieu à des conférences, des formations. Trouver des solutions face aux douleurs et à la fatigue que nous ressentons est le sujet qui est ressorti cette année* », explique le boulanger. Clémence Bonnot enchaîne : « *Yoann Michaud, de l'association Bio en Grand Est, anime le groupe. Il a fait parvenir une demande de formation "gestes et postures" à Didier Orivelle, responsable du service de prévention des risques professionnels de la MSA Lorraine. Je venais juste de postuler dans cette caisse pour mon stage de fin d'année en ergonomie. Plutôt qu'une formation, Didier Orivelle leur a donc proposé une étude ergonomique. C'est arrivé comme ça !* » À pain nommé !

Mais l'ergonome a du pain sur la planche et un délai de stage à tenir (l'étude a été réalisée entre février et juillet 2024). Tout d'abord, elle rencontre chaque entreprise pour recueillir ses attentes, ses difficultés et évaluer rapidement son environnement. « *J'essaie de comprendre quels rapports ils ont à leur santé, comment ils perçoivent les risques.* » Ensuite, elle observe l'intégralité des étapes du travail de chaque paysan boulanger. Durant ses visites, elle filme leur posture, les interroge sur leurs pratiques,

s'intéresse à l'exposition à la poussière et au bruit. Des données qu'il lui faut ensuite analyser pour faire ressortir les risques et mettre en avant ce qui peut en être à l'origine. « *Ce sont des choses que l'on sait ou que l'on pressent, reconnaît Laurent Nordemann tout en préparant les commandes pendant que le four à bois chauffe. L'importance du port du masque (contre la poussière) est une problématique que l'on s'est déjà posée. Et puis nous l'avons laissée un peu de côté...* » Jusqu'à la venue de Clémence Bonnot qui leur permet de se concentrer sur ces questions.

« *Lors de la restitution de ce travail aux participants, je n'ai presque rien préconisé, confie l'ergonome. J'ai simplement dit : là, ça ne va pas, comment peut-on faire ? La discussion s'est engagée entre eux et des problèmes ont été résolus. Je suis crédule à leurs yeux quand il s'agit de détecter un problème de santé. En revanche je le suis moins concernant le remède parce que je ne suis pas du métier. Mais si Hervé, paysan boulanger, dit : "Les bouchons d'oreille, je les porte moi !" Les autres vont recueillir son expérience, lui poser des questions. La force de ce travail est de les avoir fait discuter ensemble. Ils devraient le faire plus souvent car les solutions, ils les ont.* »

De certains stages ne reste qu'un monceau de photocopies. En quittant le sien, Clémence Bonnot laisse derrière elle plein de « *petites solutions faciles à mettre en place et qui facilitent le quotidien* » : installer des roulettes sous un fût, surélever un plan de travail, rallonger un tuyau, favoriser l'entraide lors des ports de charge... Elle laisse surtout cinq boulangers impliqués qui ont décidé de réunir le groupe Boulange Paysanne Lorraine à tour de rôle chez chacun des membres pour faire évaluer « *par leurs pairs* » l'ergonomie et leur système de production.

Frédéric Fromentin

# Portrait-robot des participants

## Activités

- » **Production primaire :** culture de céréales (5/5) ; élevages (2/5)
- » **Transformation :** meunerie (5/5) ; boulangerie (5/5) ; pâtes (3/5) ; fromagerie (1/5)
- » **Vente**
- » **Accueil de public (formations)**



## Profil du public

- » Très petites entreprises
- » Chef d'entreprise et salariés
- » Reconversion professionnelle
- » Antécédents médicaux possibles



## Demandes formelles

- » Regard extérieur (5/5)
- » Contraintes biomécaniques (5/5)
- » Poussières (3/5)
- » Bruit (1/5)
- » Fatigue (1/5)



## Connaissances en santé au travail

- » Stratégies de défense présentes
- » Normalisation du risque
- » Fonction dans la sécurité pour le BTP (1/5)





© MSA du Languedoc

1



© MSA Midi-Pyrénées Nord

2



## Théâtre à la ferme

# La culture au rendez-vous DE L'AGRICULTURE !

En juin et juillet, les MSA Languedoc et Midi-Pyrénées Nord ont organisé six représentations estivales en plein air de la pièce *Vacarme(s), ou comment l'Homme marche sur la terre* de la compagnie La joie errante. Six soirées théâtre hors les murs qui ont ravi le public !

**A**vec le désir de rencontrer les agriculteurs, de discuter de la réalité de leur métier et de créer des liens à travers cette pièce authentique, les auteurs ont porté ce projet dans les zones rurales. L'objectif était également de faire découvrir le monde agricole à un auditoire plus large, incluant adhérents, salariés et grand public.

Les services sociaux, l'animation des élus et la communication des deux caisses du sud du pays se sont mobilisés pour transformer ces représentations en moments d'échanges et de sensibilisation sur la réalité du monde agricole.

La pièce aborde le mal-être mais pas uniquement. Elle dresse un portrait réaliste de la vie d'un paysan, Pierre, 43 ans, avec ses joies, peines et difficultés. C'est un hymne à la famille, à la transmission et à l'amour d'un être enraciné dans sa terre. Pierre ne veut pas céder malgré les prédictions sombres. Son cri du cœur : « *On crève ! On crève ! On crève !* » reflète un mélange de fierté, d'espoir et d'esprit combatif.

### Enquête sur le terrain

Pour créer cette pièce, les trois comédiens Thomas Pouget, Sylvain Lecomte et Valentin Clerc ont mené un important travail d'enquête et de collecte auprès de plus de 150 personnes : agriculteurs, vétérinaires, élus, lycéens et professionnels du monde agricole. À partir des témoignages et anecdotes recueillis, François Pérache a écrit l'histoire d'une ferme, de trois hommes, de trois générations... et de Pierre, un agriculteur confronté aux pressions de la société contemporaine.

Les comédiens, tout comme le texte de François Pérache, par leur sincérité et leur talent suscitent une profonde réflexion sur la vie rurale.

### Exploitations viticoles, fermes, etc.

Ces six soirées empreintes d'émotions et d'humour ont suspendu le temps, captivant l'assistance par la beauté et la justesse des textes. Un équilibre parfait qui a su toucher le cœur de 900 spectateurs.

Les représentations ont investi des lieux symboliques tels que des exploitations agricoles, des villages ruraux et des domaines viticoles transformés en théâtres à ciel ouvert avec pour toile de fond la campagne estivale.

À l'issue des représentations, le public, qu'il soit agricole ou non, a pu échanger avec les comédiens, les organisateurs et les délégués MSA. Les spectateurs ont salué la justesse des situations et ont exprimé leur gratitude pour ce spectacle.

« *Avec peu d'accessoires, les comédiens ont réussi à faire ressortir ce qu'il y a de plus profond* », remarque l'un d'entre eux. « *J'ai eu l'impression qu'ils racontaient ma vie* », confie un autre. « *Un moment de plaisir qui nous emporte à travers le flot des émotions transmises par une mise en scène de qualité* », déclare un troisième.

Les élus des MSA Midi-Pyrénées Nord et du Languedoc ont démontré leur attachement à la vie des territoires ruraux et leur engagement fort en participant activement à l'organisation de ces soirées. Soutenir ce projet théâtral est un moyen de continuer à sensibiliser sur le mal-être en milieu agricole, de mieux comprendre les difficultés des agriculteurs et de lutter contre l'agribashing.

# LA CEINTURE EST VOTRE MEILLEUR BOUCLIER



JE M'ATTACHE, JE ME PROTÈGE

Informez-vous sur [ssa.msa.fr](https://ssa.msa.fr)



L'essentiel & plus encore

# LES ÉTUDIANTS SE METTENT AU (CAMPUS) VERT

Face aux difficultés pour les étudiants de trouver un logement, Campus vert leur propose une alternative : loger chez des agriculteurs, dans des studios à prix modérés. On vous explique !



**F**ace à la montée des prix et un marché de l'immobilier tendu, une oasis est apparue dans le paysage de la location pour les étudiants. Et c'est à la campagne que ça se passe. Beaucoup d'agriculteurs possèdent des bâtiments inutilisés et de nombreux jeunes rencontrent des difficultés à trouver un logement pour la rentrée. Alors pourquoi ne pas mettre en relation ces deux mondes ? C'est le pari que s'est lancé en 1995 Campus vert, la fédération des associations des fermes d'accueil en chambres d'étudiants. L'association veut ainsi lutter contre la crise du logement étudiant tout en valorisant le patrimoine des agriculteurs en les aidant à réaménager d'anciens bâtiments.

La famille Damageux, agriculteurs à Loos-en-Gohelle dans le Pas-de-Calais,

a rejoint l'aventure quasiment dès le début. « Quand on a repris la ferme de mes parents, on a très vite eu des bâtiments inexploités et on ne savait pas quoi en faire », explique l'agriculteur aujourd'hui à la retraite.

## Entraide et rencontres

En novembre 1999, ils ont donc accueilli leur premier étudiant. Depuis, près d'une centaine sont passés par leur ferme. Et ils ne regrettent pas ce choix. Administration simplifiée, centrale de réservation, mise en relation avec les étudiants... ils ont trouvé de nombreux avantages à adhérer à l'association. Notamment celui de bénéficier de subventions pour la rénovation des bâtiments. En échange,

ils s'engagent à respecter un cahier des charges précis et à appliquer des loyers plafonnés décidés en assemblée générale. « Ainsi, pas de concurrence déloyale entre propriétaires, tout le monde est logé à la même enseigne », note le couple.

Baptiste Rozé, en contrat d'alternance à Évin-Malmaison, à côté de Lens, paye par exemple 366 euros pour un duplex de 35 m<sup>2</sup> dans les bâtiments aménagés de la ferme. Il n'y voit que des avantages : « J'ai une cour pour garer ma voiture, c'est tranquille, et je ne paye vraiment pas cher par rapport à d'autres logements en ville. »

L'étudiant et les agriculteurs ont aussi aimé l'état d'esprit véhiculé par ce concept. Car ce n'est pas qu'une histoire de location mais aussi d'entraide et de rencontres. « Pour rejoindre Campus vert, il faut aimer l'accueil », note Pierre Damageux. Pour cet agriculteur qui a grandi dans sa ferme, accueillir des jeunes était une continuité presque logique. « Du temps de mes parents, la maison a toujours été un vrai courant d'air, avec du monde qui venait. Pour moi ça fait partie de notre mode de vie ». Et d'ailleurs, propriétaires et jeunes gardent souvent contact après la fin des études. Alors, tous au vert ?

Plus d'infos sur : [campusvert.com](http://campusvert.com)

Coline Lucas



## Retrouvez-nous sur le web

Consultez [lebimsa.fr](http://lebimsa.fr) pour découvrir plus d'informations de vos régions et vous inscrire à notre newsletter.

lebimsa.fr

